

ENQUETES ET REPORTAGES

faits-dj.union@sonapresse.com

VIH/Sida : que de problèmes!

PERDUS de vue. Rupture d'antirétroviraux – quoique la situation se soit améliorée ces dernières semaines. Stigmatisation et discrimination. Sortie du circuit du traitement faute de moyens. Rejet par les familles. Plus de 40 ans après la découverte du Syndrome d'immuno déficience acquis (Sida), les défis restent nombreux pour les gouvernants et les malades. Dans ce contexte que peuvent les communautés en faveur desquelles l'Onusida appelle à donner plus de moyens pour le recul de la maladie ?

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

CE lundi matin, il y a un groupe de parole. C'est une rencontre hebdomadaire pour les personnes vivant avec le VIH/Sida (PVVIH). Elles se parlent, s'encouragent, se donnent de la force et partagent les bonnes pratiques pour ne pas lâcher le traitement quoi qu'il en coûte". Au total, il y a là une quinzaine de personnes dont 3 hommes, toutes PVVIH. Ils se réunissent ainsi chaque début de semaine pour évoquer un thème ou un souci qui tiendrait à cœur à l'un d'entre eux.

Ce matin, du fait de la présence d'une équipe de L'Union, les thèmes proposés sont quelque peu mis de côté pour évoquer à cœur ouvert leur quotidien avec la maladie. Mais tous ne sont pas prêts à témoigner à visage découvert. Mis à part Nathalie Bikene, présidente d'association. Alors on opte pour les noms d'emprunt. D'abord Olga, 47 ans. Elle a perdu son compagnon et c'est là que ses problèmes se sont enchaînés. Retournée vivre chez sa mère à la demande de cette dernière, elle a été discriminée et même rejetée par celle-là même qui semblait lui avoir tendu la main. " Ma mère m'interdisait de toucher ses couteaux, de prendre soin de mon petit-fils, de toucher ses marmites pour préparer, convaincue que je pouvais ainsi lui refiler le virus. À un moment j'ai failli lâcher, n'eût été l'intervention d'autres proches qui m'ont conseillé de ne pas l'écouter, de ne pas être frustrée par son attitude."

Pour Jeannine, 40 ans, désormais à la rue depuis que son compagnon a appris son état sérologique et l'a mise à la porte, sa vie a brutalement basculé, plus rien n'est facile pour elle. Jeannine ne suit aucun traitement jusque là. " Le docteur a dit que si je ne fais pas le bilan, il ne me donnera pas de traitement... à suivre et moi je n'ai pas les moyens, voilà

comment j'ai quitté le circuit ". Elle erre donc. Dormant là où la trouve la nuit. Tant elle a été rejetée par ses parents qui l'ont même exposée sur les réseaux sociaux pour mieux se moquer d'elle. Une situation qui a renforcé son sentiment de honte.

Christine, 47 ans, est pour sa part obligée de gérer son statut uniquement avec sa petite-fille. " Je n'ai personne de confiance et connaissant mon entourage, c'est mieux. J'ai peur du rejet, qu'on me pointe du doigt. Le groupe de parole me rassure que je ne suis pas isolée..."

Rachel, 60 ans, gère sa maladie avec sa fille. " Mais il a fallu la sensibiliser beaucoup et longtemps. Lui dire que si elle ne m'épaulait pas je pouvais déprimer. Ça a marché en tout cas. "

Au milieu de ces femmes, il y a Gaspard, l'un des hommes du groupe. Avec 9 ans de traitement au compteur, il a tout surmonté. Aujourd'hui, tous les membres de sa famille connaissent son statut. Il aura fallu user d'une stratégie personnelle : " Je leur ai montré une image positive de la maladie en leur disant que si on suit son traitement, on vit longtemps et normalement."

Les problèmes restent entiers dont un, pas plus gros que les autres, mais préoccupant tout de même : les perdus de vue. Pourquoi les malades quittent-

ils le circuit du traitement ? Jeannine, par exemple, a quitté le circuit du traitement du fait de l'absence de moyens pour faire le bilan de son statut. Les PVVIH du groupe de parole vont plus loin en exposant d'autres raisons. Pour faire les examens des CD4, il faut 18 000 francs. La charge virale s'élève à 42 000 francs. Et lorsqu'on a été perdu de vue et qu'il faut revenir, ou après une rupture d'ARV, un examen permet de savoir à quelle

molécule on est désormais sensible. C'est le génotypage taxé à 80 000 francs. Aucun de ces examens n'est pris en charge par la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS). Certains malades, sans moyens, préfèrent donc laisser tomber. Sans plus. Mais, ce ne sont pas les seules raisons à l'origine de la sortie du circuit du traitement. Il y a aussi le déni de la maladie, la honte d'être surpris par un proche dans un Centre de traitement ambulatoire (CTA), la stigmatisation... Pendant ce temps, les chiffres demeurent alarmants. Alors comment les communautés peuvent-elles aider à renverser la courbe ?



Photo: AEE

Dans ce bungalow à l'arrière du CTA de Libreville, se tient tous les lundis un groupe de parole pour les PVVIH.

molécule on est désormais sensible. C'est le génotypage taxé à 80 000 francs. Aucun de ces examens n'est pris en charge par la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS). Certains malades,

sans moyens, préfèrent donc laisser tomber. Sans plus. Mais, ce ne sont pas les seules raisons à l'origine de la sortie du circuit du traitement. Il y a aussi le déni de la maladie, la honte d'être surpris par un proche dans un Centre de

traitement ambulatoire (CTA), la stigmatisation... Pendant ce temps, les chiffres demeurent alarmants. Alors comment les communautés peuvent-elles aider à renverser la courbe ?

Donner plus de moyens aux communautés

L.R.A.
Libreville/Gabon

"NOUS attirons l'attention de l'État sur le coût exorbitant des examens auxquels nous sommes soumis tous les 3 ou 6 mois et qui sont parmi les causes des perdus de vue. Nous leur suggérons de les rendre gratuits pour maintenir le plus de malades possible dans le traitement. Nous ramenons les perdus de vue dans le circuit du traitement. Nous menons des sensibilisations, nous servons de nous-mêmes comme exemple pour mettre en garde les bien portants..."

Ainsi parlent ceux du groupe de parole rencontrés au CTA de Libreville. Preuve, s'il en est besoin, que les communautés agissent, sinon parlent. Mais il faut les doter de plus de moyens durables, interpelle l'Onusida. " Nous pouvons mettre fin au Sida comme menace de santé publique en confiant le leadership aux communautés ", indique le rapport 2022 de l'organisme onusien. Et c'est nécessaire au vu des chiffres du Sida.

Tenez, selon le Programme national de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le VIH/Sida, il y a 49 000 PVVIH

supposées au Gabon dont 37 000 seulement savent véritablement être porteurs du virus. Sur ce nombre, 28 569 patients dont 543 enfants sont sous traitement antirétroviral dans les 44 structures de prise en charge sur toute l'étendue du territoire. Des chiffres plus alarmants encore à l'échelle mondiale. L'Onusida sera-t-il entendu par les gouvernants ? Quoi qu'il en soit, la communauté du groupe de parole a clos sa rencontre sur un programme de sensibilisation au VIH/Sida chez les sourds-muets.

Mais avec quels moyens ?